

DÉLIBÉRATION n° 2026-30

**Approuvant le compte-rendu de la séance plénière du CA
du 16 décembre 2025**

Point inscrit à l'ordre du jour n° 1

Conseil d'administration du 07 avril 2026

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L.712-3 ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion, mis à jour le 02 mai 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration **approuve le compte-rendu du 16 décembre 2025,**
annexé.

Résultats du vote

Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
N'ayant pas pris part au vote				2		
Nombre de voix	pour	24	contre	0	abstention(s)	1

Fait à Saint-Denis, le **07 avril 2026**
Le Président de l'Université de La Réunion



Pr Jean François HOARAU

Transmis au Recteur de la Région académique de La Réunion, Chancelier des universités, le

16 AVR. 2026

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le

16 AVR. 2026

Service des Affaires Institutionnelles

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
du 16 décembre 2025 en hybride
adopté au CA du 07/04/2026**

Le Conseil d'administration de l'Université de La Réunion a été convoqué en séance plénière **le 16 décembre 2025 à 09h00**.

Sur 36 membres en exercice dûment convoqués, 36 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 09h40. Le Conseil d'administration de l'Université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

Points A soumis à débat

1. Approbation des comptes-rendus des séances plénières du :
 - a/ 19 juin 2025
 - b/ 18 septembre 2025
2. Budget initial 2026
3. Campagne emplois 2026
4. Élection du VP Relations et stratégies internationales - Partenariats régionaux, européens et internationaux
5. Désignation de représentants du collège BIATSS siégeant au CA pour la mise en place du conseil du service SSE
6. Désignation de deux élus étudiants du CA pour siéger à la Commission du Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes
7. Actualisation la composition du CEC
8. Statuts et règlements intérieurs
9. Modification des prix des prestations du FABLAB de l'IUT
10. Charte sur l'utilisation de l'Intelligence Artificielle Générative au sein de l'Université de La Réunion (Charte IAg)
11. Convention de don d'ouvrages de l'association AD2R au bénéfice de l'UR
12. Soutien apporté à l'association Arboretum Thérésien Cadet dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine 2025
13. Valorisation du patrimoine-grille de location
14. Sortie d'inventaire de matériel hors service SSE
15. Sortie d'inventaire d'un sanitaire mobile acquis par l'UMR DÉTROU en 2019 et destiné à la vente

16. Dossier accréditation Certification de compétences en langue de l'enseignement supérieur
17. Critères d'attribution CPP 2026-2027
18. Grilles tarifaires et droits d'inscription 2025-2026 (DFTLV, DOFIPE et UFR SANTÉ)
19. Plan Egalité Professionnelle
20. Mise en place d'un dispositif d'intéressement au titre de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
21. Détermination du contingent local de CRCT au titre de l'établissement pour 2026 2027
22. Note de service relative au frais de déplacement
23. Demandes de subvention
24. Conventions pour approbation
25. Rattachement du laboratoire BLOWooEB à l'Ecole doctorale Sciences, Technologies et Santé
26. Charte et convention des chercheurs associés

Points B suivi du Bureau d'établissement (vote en une fois, sauf avis contraire)

27. Projet d'expérimentation "Campus zéro non-recours"
28. Kampus Kouler Tour sur le Campus du Tampon
29. Capacités d'accueil MMOPK 2026-2027
30. Critères d'examen des vœux et capacités d'accueil pour l'admission au diplôme national de Master 2026 2027
31. Règlement d'admission en 1er cycle
32. Critères généraux d'examen des vœux PARCOURSUP et Capacités d'accueil à la première année des formations post-bac 2026-2027
33. Règlement d'exonération des droits d'inscriptions 2026-2027
34. Calendrier d'admission 2026-2027 (DFTLV et DEPF)
35. Calendriers pédagogiques 2025-2026 (UFR SANTÉ)
36. Demandes de subvention validées à la CR du 12/06/2025 et au CA du 08/07/2025 (erreur matérielle sur le montant du projet ZOOTROPIC)

Points d'information

37. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information
38. Grille tarifaire pour la préinscription au diplôme de capacité en orthophonie
39. Questions diverses

ONT ASSISTÉ AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE

Président de séance, le Président de l'Université de La Réunion : Jean-François HOARAU

MEMBRES PRÉSENTS

Professeurs des universités et personnels assimilés :

Corinne DUBOIN - Brigitte GRONDIN-PEREZ - Jean-François HOARAU - Silvia IACOBELLI (en visioconférence) - Sébastien JAQUEMET - Marie LEVENEUR-AZEMAR - Jean-Philippe PRAENE

Maîtres de conférences et autres enseignants :

Teddy CADERBY - Christèle CAMELIS (en visioconférence) - Elsa Virginie Jeanne CAPRON (en visioconférence) - Richard LORION - Huguo Pascal PICARD (en visioconférence) - Jean-Marc RIZZO

Personnels BIATSS :

Judex DE LOUISE (en visioconférence) - Yves DEPIGNY - Hafsah LIMBADA - Mathias PAYET

Usagers :

Ethann GUIDET--CASSARD – Rahima MBALIA-GAYA – Raphaël BOURLY – Perrine BRINDAMOUR

Personnalités extérieures :

Camille CLAIN, Représentant (e) du Conseil départemental (en visioconférence jusqu'à 13h00)
Laurence TIBÈRE, Représentante des organismes de recherche partageant des unités de recherche avec l'Université (IRD) (en visioconférence jusqu'à 13h43)
Shenaz BAGOT, représentante d'une entreprise employant moins de cinq cents salariés (Services développement Océan indien) (en visioconférence jusqu'à 14h30)
Éric DIJOUX, représentant des organisations représentatives des salariés (UNSA)
Michel DIJOUX, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Groupe DIJOUX SAS) (jusqu'à 13h30)
François RIVIÈRE, représentant d'un établissement d'enseignement secondaire (Proviseur du lycée Victor Schoelcher) (jusqu'à 13h30)

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs des universités et personnels assimilés :

Pascal PUIG par Marie LEVENEUR-AZEMAR

Maîtres de conférences et autres enseignants :

Mireille FOUILLAUD par Brigitte GRONDIN-PEREZ - Florence PELLEGRY par Teddy CADERBY

Personnels BIATSS :

Rachelle MARIAMON par Brigitte GRONDIN-PEREZ - Yasmine OUMOURI par Judex DE LOUISE (en visioconférence)

Usagers :

Valentin LAPEYRONIE par Ethann GUIDET--CASSARD - Ketty GRONDIN par Ethann GUIDET-CASSARD

Personnalités extérieures :

Camille CLAIN, Représentant (e) du Conseil départemental, par Jean-François HOARAU (à 13h00)
Huguette BELLO, représentante du Conseil régional, par Jean-François HOARAU
Mathieu NIGUÈS (INSERM), représentant des organismes de recherche partageant des unités de recherche avec l'Université, par Laurence TIBÈRE (en visioconférence jusqu'à 13h43)
Michel DIJOUX, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Groupe DIJOUX SAS) par Éric DIJOUX (à 13h30)
François RIVIÈRE, représentant d'un établissement d'enseignement secondaire (Proviseur du lycée Victor SCHOELCHER) par Éric DIJOUX (à 13h30)

MEMBRES ABSENTS

Aucun membre absent

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Recteur de la région académique de La Réunion, Chancelier des universités, Rostane MEHDI
Secrétaire général adjointe chargée de la scolarité, des partenariats et de l'enseignement supérieur, Sabine LAURET (en visioconférence)
Vice-président du Conseil d'Administration en charge des Affaires Générales (VPCA), Teddy CADERBY
Gestionnaire administrative au Service des Affaires Institutionnelles à la DAJI, Geneviève CHABOT
Gestionnaire administrative au Service des Affaires Institutionnelles à la DAJI, Yveline CHATEAU
Directeur Général des Services Adjoint, Directeur des ressources humaines, Vincent CHAUMONT
Responsable du Service des Affaires Institutionnelles à la DAJI, Ketty DERHOUA
Vice-président du Conseil d'Administration en charge de la Formation et de la Vie Universitaire (VPFVU), Laurent DIDIER
Assistant RH-masse salariale, Guillaume LAURENCE
Directeur Général des Services Adjoint, Directeur des Affaires Juridiques et Institutionnelles, Davy LILA-HELMER
Directrice Générale des Services, Zoulekha NISSARE AKBARALY
Vice-président du Conseil d'administration en charge de la Recherche et Valorisation (VPRV), Dani OSMAN
Vice-président délégué en charge du numérique, des usages et de l'intelligence artificielle, Christophe PORLIER
Directeur général des services adjoint, Directeur des Finances et de la Comptabilité, Arnaud TESTULAT
Directeur de Cabinet, Ilias TIMOL
Présidente du Conseil Académique, Nathalie WALLIAN
Directeur du Pôle Excellence et Rayonnement, Valère LEE-CHING-KEN ((en visioconférence)

Point n°1 : Approbation des comptes-rendus des séances plénières du 19 juin 2025 et du 18 septembre 2025

Rapporteur : Monsieur le Président

Compte-rendu de la séance plénière du 19 juin 2025

Monsieur le Président invite les membres du conseil à formuler d'éventuelles observations sur le projet de compte-rendu de la séance du **19 juin 2025**.

Aucune remarque n'étant formulée, le point est soumis au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				35			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix		pour	34	contre	0	abstention(s)	1

Le compte-rendu de la séance du **19 juin 2025** est **approuvé**.

Compte-rendu de la séance plénière du 28 septembre 2025

Monsieur le Président invite les membres du conseil à formuler d'éventuelles observations sur le projet de compte-rendu de la séance du **28 septembre 2025**.

Aucune remarque n'étant formulée, le point est soumis au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix		pour	32	contre	0	abstention(s)	1

Le compte-rendu de la séance du **28 septembre 2025** est **approuvé**.

Point n°2 : Budget initial 2026

Rapporteurs : Monsieur le Président - Monsieur le VPCA – Monsieur le DFC,

Monsieur le Président présente le budget initial 2026 en rappelant qu'il s'inscrit dans un contexte national marqué par un renforcement des contraintes budgétaires pesant sur les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Il précise que cet exercice doit être appréhendé dans une logique pluriannuelle, en articulation avec la trajectoire financière 2027, dont l'objectif est un retour à l'équilibre.

Monsieur le Recteur indique avoir procédé au contrôle budgétaire prévu par les dispositions de l'article R.719-65 du Code de l'éducation. Il souligne la qualité des échanges intervenus entre les services de l'université, les services rectoraux et le contrôleur budgétaire régional.

Il rappelle que l'équilibre réel du budget s'apprécie au regard de trois indicateurs réglementaires :

- le niveau de trésorerie,
- le niveau du fonds de roulement,
- le ratio des charges de personnel rapportées aux produits encaissables.

Il indique que ces trois indicateurs demeurent supérieurs aux seuils d'alerte, avec une trésorerie estimée à 35 jours, un fonds de roulement à 31 jours et un ratio de charges de personnel de 82,46 %.

Il attire néanmoins l'attention du conseil sur la dégradation des équilibres financiers par rapport à l'exercice 2024, notamment la dégradation du solde budgétaire, le caractère déficitaire du résultat patrimonial, la diminution de la capacité d'autofinancement ainsi que le recours au fonds de roulement.

Il invite en conséquence l'établissement à maintenir une vigilance particulière sur la maîtrise de la masse salariale, la sécurisation de la trésorerie et la fiabilisation des opérations pluriannuelles.

Monsieur le Président présente les grands équilibres et les orientations du budget, en insistant sur la nécessité de penser 2026 en lien avec 2027. Il explique que si le budget 2026 restait soutenable, la poursuite de la trajectoire actuelle exposerait l'établissement à des difficultés dès 2027 sur les indicateurs de soutenabilité. La démarche retenue vise donc non seulement à absorber les contraintes immédiates, mais aussi à préparer un retour à l'équilibre dès 2027, avec pour objectif affiché un déficit zéro.

La première finalité du budget 2026 est d'absorber les effets de la non-compensation ou de la compensation partielle par l'État de plusieurs mesures nationales, notamment la protection sociale complémentaire, le CAS pensions, le GVT et les mesures dites Guérini. Le coût global de ces mesures a été estimé à 1,6 million d'euros pour 2026. Le président a précisé que l'université avait choisi d'intégrer dans son budget la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire au 1er décembre 2026, considérant qu'une entrée en vigueur plus précoce ne serait pas soutenable au regard des autres efforts déjà demandés à l'établissement.

Pour absorber ces charges nouvelles, plusieurs mesures d'économie ont été inscrites au budget. Ont ainsi été annoncés le gel de six postes non pourvus dans le cadre de la

campagne d'emplois 2025, la non-reconduction de 25 contrats, une réduction de 8 % de l'offre de formation dans le cadre de la nouvelle offre, une baisse de l'enveloppe consacrée aux UEO, ainsi qu'une réduction de 10 % des enveloppes de fonctionnement attribuées aux composantes, hors dépenses jugées incompressibles. Il a été précisé que ces mesures ne produiraient qu'un effet partiel en 2026, leur impact complet n'étant attendu qu'en 2027.

Monsieur le Président attire l'attention du conseil sur la fragilité principale du budget, qui réside dans la gestion des projets pluriannuels, notamment ceux financés par le FEDER et Interreg. Il a rappelé que plusieurs opérations étaient déjà engagées, qu'il s'agisse d'investissements immobiliers, de projets de recherche ou de projets d'équipement, et que leur poursuite supposait une capacité renforcée de l'établissement à faire entrer les financements européens dans des délais compatibles avec ses besoins de trésorerie. Il a indiqué que les échanges avec la Région avaient permis d'envisager un fonctionnement plus souple, reposant sur des versements plus fréquents et sur l'acceptation de justificatifs mieux adaptés au calendrier de gestion de l'université. Il a néanmoins reconnu que la réussite du budget supposait d'atteindre un objectif de 80 % de recouvrement des fonds FEDER.

En dépit du contexte contraint, le budget présenté se veut également ambitieux, dans la mesure où il permet de lancer plusieurs chantiers jugés structurants pour l'établissement. Le président a cité en particulier la sécurisation du système d'information et la mise en place d'une redondance des infrastructures numériques, la réorganisation des services et départements, la finalisation ou le lancement de plusieurs schémas directeurs (vie étudiante, ressources humaines, développement durable, handicap, égalité), ainsi que la poursuite d'outils structurants du projet d'établissement comme le consortium, la fondation partenariale, le pôle énergie, le pôle humanité, l'université de l'océan Indien, ou encore les dispositifs pédagogiques innovants, tels que le BQE, les tiers-lieux numériques et le déploiement de la stratégie Science Avec et Pour la Société (SAPS). Des initiatives ont été lancées en ce sens, comme le projet de la Maison pour la Science avec d'ores et déjà la signature avec la Fondation La main à la pâte. Il reste la contractualisation avec le rectorat. Il a aussi évoqué les perspectives ouvertes par le futur COMP, dont le maintien en 2026 a été confirmé par monsieur le recteur, comme un levier de structuration et de financement du projet d'établissement.

Monsieur le DFC, présente ensuite les équilibres budgétaires. Il rappelle les principaux éléments de l'atterrissage prévisionnel 2025, en indiquant que le budget voté pour cet exercice demeurerait globalement soutenable, sans budget rectificatif, avec un solde budgétaire prévisionnel de -1,8 million d'euros, un résultat comptable également de -1,8 million d'euros, mais une capacité d'autofinancement légèrement positive, de l'ordre de 170 000 euros. Il a toutefois été signalé en séance qu'une erreur matérielle avait été commise dans l'un des documents, la CAF étant mentionnée par erreur en millions au lieu de milliers d'euros.

S'agissant de 2026, les recettes globales ont été présentées à hauteur d'environ 162 millions d'euros, dont près de 141 millions de recettes globalisées et 21 millions de recettes fléchées. Il a été souligné que l'université restait dépendante à près de 87 % de la subvention de l'État, ce qui rendait particulièrement stratégique le développement des ressources propres. Les dépenses s'établissent quant à elles à 126,9 millions d'euros en masse salariale, 26 millions d'euros en fonctionnement et 12 millions d'euros en investissement. Le directeur des finances a rappelé que la masse salariale représentait à

elle seule 77 % des dépenses de l'établissement, ce qui explique la nécessité d'agir prioritairement sur cette enveloppe.

Les indicateurs budgétaires 2026 ont ensuite été détaillés : un solde budgétaire de -3 millions d'euros, un résultat comptable de -3,8 millions d'euros, une insuffisance d'autofinancement de -1,8 million d'euros et une diminution du fonds de roulement et de la trésorerie. Malgré cette dégradation, les seuils réglementaires restent franchis favorablement, avec un fonds de roulement estimé à 31 jours et une trésorerie estimée à 35 jours. Le directeur des finances a toutefois rappelé le caractère exceptionnel du compte financier 2024, qui avait bénéficié d'un niveau particulièrement élevé de recouvrements sur l'ancien programme opérationnel européen.

Monsieur Laurence, en charge de la masse salariale, expose la méthodologie analytique de construction budgétaire et rappelle que les principales difficultés se concentraient sur les ressources à caractère général. Il met en évidence l'évolution très rapide des dépenses de masse salariale entre 2021 et 2025, en lien à la fois avec l'augmentation du nombre de contractuels, le GVT et surtout l'impact de plusieurs mesures nationales successives. Il souligne que, malgré les compensations accordées par le ministère, l'écart entre les dépenses de personnel et les notifications d'État demeurerait structurel. Pour 2026, il indique qu'un prélèvement sur fonds de roulement de 2,6 millions d'euros est nécessaire pour équilibrer la masse salariale sur les ressources à caractère général. Les simulations présentées montrent que les mesures engagées en 2026 et 2027 doivent permettre une réduction progressive du déséquilibre.

Monsieur le VPCA, présente les perspectives 2027, à travers une projection budgétaire destinée à démontrer la possibilité d'un retour à l'équilibre. Cette projection repose sur une diminution des dépenses de masse salariale, la poursuite des efforts engagés sur les campagnes d'emplois et les contractuels, ainsi qu'une progression attendue des recettes propres, notamment via la formation continue, la taxe d'apprentissage et la revalorisation du patrimoine. Selon cette hypothèse, l'établissement pourrait retrouver un budget stabilisé, voire légèrement excédentaire, en 2027.

À l'issue de ces présentations, Monsieur le président ouvre les débats.

Monsieur Payet demande des clarifications sur plusieurs éléments chiffrés. Il s'interroge d'abord sur le coût de la protection sociale complémentaire (PSC), relevant un écart entre les documents transmis avant le conseil, la présentation en séance et les projections pour 2027. Il questionne également le montant du GVT, qui lui paraît difficile à suivre d'une année à l'autre. Il fait ensuite part de ses inquiétudes sur la réduction des heures complémentaires, qu'il estime potentiellement défavorable aux étudiants, ainsi que sur la diminution du nombre de contractuels et les conséquences possibles sur les futures campagnes d'emplois.

Monsieur le VPCA répond que le montant de 550 000 euros affiché pour 2027 correspond à un surcoût par rapport à 2026 et non au coût total annuel de la PSC. Il précise également que, s'agissant du GVT, le montant de 350 000 euros correspond à la part non compensée par l'État, le coût annuel étant de 700 000 euros avec une compensation de 50 %. Il ajoute que la réduction des heures complémentaires a été répartie entre 2026 et 2027 en raison du calendrier de la nouvelle offre de formation : une première moitié est intégrée au budget 2026, la seconde à l'exercice suivant.

Monsieur le Président complète cette réponse sur le volet des contractuels. Il rappelle que la réduction prévue de 25 contractuels en 2026 vise essentiellement à revenir au niveau constaté en 2023 et non à procéder à une baisse brutale des effectifs. Il souligne qu'il s'agit de retrouver un niveau plus soutenable de masse salariale.

Monsieur Laurence confirme qu'en 2023 l'établissement comptait 186,5 contractuels et que la trajectoire projetée pour 2027 ramènerait l'établissement à ce même niveau. Il précise également que les évolutions se font par flux annuels successifs, ce qui explique les effets différés d'une année sur l'autre.

Madame Duboin remercie d'abord l'équipe pour le travail d'anticipation accompli, tout en exprimant son inquiétude sur les effets concrets que pourraient avoir de nouvelles réductions d'effectifs dans le cadre de la nouvelle offre de formation. Elle regrette ensuite le manque de lisibilité du dossier budgétaire transmis au conseil, notamment l'absence de présentation détaillée de la répartition des crédits entre composantes, services, laboratoires et école doctorale. Elle demande à quel moment ces éléments seront communiqués et estime qu'ils devraient être joints au dossier de budget.

Monsieur le Président répond que ces éléments existent bien et qu'ils peuvent être projetés. Il précise que les arbitrages sur les enveloppes de fonctionnement, avec une réduction de 10 % hors fonctions jugées vitales, ont été arrêtés et connus.

Monsieur le DFC ajoute que ce niveau de détail n'est généralement pas présenté dans le cadre du vote budgétaire lui-même, mais plutôt en comité de direction ou dans les retours d'arbitrage adressés aux responsables de structures. Il indique toutefois que ces documents pourront être transmis sans difficulté après le conseil.

Madame Duboin souligne qu'auparavant ces tableaux détaillés figuraient dans les dossiers du conseil d'administration et souhaite que cette pratique soit rétablie.

Madame Bagot indique, au regard de sa propre expérience dans un autre établissement public, qu'elle mesure bien le caractère contraint du budget 2026. Elle revient sur la taxe d'apprentissage et insiste sur la nécessité de mieux valoriser l'offre de l'université auprès des acteurs économiques afin d'améliorer la collecte. Elle demande également si le recours au fonds de roulement pour couvrir certains déficits est bien ponctuel et non destiné à devenir une pratique récurrente.

Monsieur le Président répond que le prélèvement sur le fonds de roulement est bien présenté comme une mesure transitoire, justifiée par le choc budgétaire actuel. Il rappelle que l'objectif est de revenir à l'équilibre dès 2027 afin de stopper la dégradation des indicateurs de soutenabilité. Il reconnaît aussi qu'il existe une dimension stratégique à ce prélèvement, dans la mesure où un niveau trop élevé de fonds de roulement pourrait exposer l'établissement à des ponctions externes. Il réaffirme toutefois qu'un tel recours ne peut être renouvelé chaque année.

Madame Grondin-Perez remercie la gouvernance pour la transparence de la présentation, qu'elle juge rassurante malgré la gravité de la situation. Elle exprime néanmoins plusieurs réserves. Elle regrette d'abord la réduction de 8 % de l'offre de formation, qu'elle estime susceptible de fragiliser davantage les étudiants, notamment au niveau master. Elle s'interroge ensuite sur la portée réelle de l'économie attendue sur les Unités d'Enseignements Obligatoires (UEO), jugée faible au regard de l'effort global

demandé. Enfin, elle questionne la place d'un projet européen, CRIZOI, qui lui semble important et qui, selon elle, n'a pas été présenté en conseil d'administration.

Monsieur le VPRV répond que le projet CRIZOI n'implique pas d'investissement direct de l'université, la part FEDER couvrant intégralement les dépenses prévues. Il précise que le projet est encore en phase d'instruction avec la Région.

Monsieur le Président complète en indiquant que, tant que le projet n'a pas franchi la seconde phase de sélection européenne, il n'existe pas juridiquement et n'a donc pas lieu d'être présenté comme un projet arrêté de l'établissement. Il ajoute qu'il s'agirait, s'il aboutissait, d'une opportunité importante puisque l'université n'aurait quasiment pas d'avance de trésorerie à consentir.

Madame Grondin-Perez souligne de nouveau qu'il s'agit néanmoins d'un projet d'ampleur.

Monsieur le Président réaffirme qu'en l'état, il demeure en instruction.

Monsieur le VPRV précise enfin que, dans le modèle présenté, les financements européens avanceraient les premières dépenses et que l'université ne serait pas amenée à mobiliser ses ressources propres de manière significative.

Monsieur Lorion remercie la présidence pour la présentation et souligne l'intérêt de disposer, pour la première fois, d'une projection à 2027. Il salue l'exercice de transparence, tout en faisant part de plusieurs inquiétudes. Il estime que la dégradation de la trésorerie constitue le point le plus préoccupant. Il rappelle qu'en 2025 le discours sur la situation financière paraissait bien plus rassurant et observe qu'à présent la marge au-dessus du seuil de 30 jours devient très faible. Il demande donc des précisions sur la trajectoire de trésorerie pour 2026, en particulier sur la capacité de l'établissement à supporter l'impact du FEDER. Il s'interroge également sur les campagnes d'emplois 2026 et 2027, qu'il juge très resserrées, et sur les hypothèses retenues en matière de recettes, notamment la taxe d'apprentissage et la formation continue. S'agissant de la taxe d'apprentissage, il indique que l'objectif lui paraît ambitieux et demande si les 100 000 euros supplémentaires récemment obtenus ne résultent pas principalement des filières en tension plutôt que d'un véritable effet d'action commerciale.

Monsieur le DFC répond que l'exercice 2024 a été exceptionnel, en particulier en raison de près de 16 millions d'euros recouverts au titre de l'ancien programme opérationnel européen. Il rappelle toutefois qu'environ 3 millions d'euros ont été perdus sur cet ancien programme. Il explique que la bonne trajectoire de 2024 a ensuite été fragilisée par plusieurs aléas de gestion en 2025, notamment le cyclone, qui a généré environ 1,5 million d'euros de dépenses imprévues, en partie compensées par des aides attendues de la Région. Il mentionne également des surconsommations dans certaines directions, des dotations complémentaires accordées pour faire face à des dépenses incontournables, la fin des PEC, ainsi que le surcoût du marché de nettoyage. Il ajoute que l'établissement supporte aussi le préfinancement des projets FEDER, ce qui pèse fortement sur la trésorerie. Il insiste sur la nécessité non seulement de maîtriser les dépenses, mais aussi de développer une véritable culture de la recette. Il relève qu'en septembre l'établissement n'avait encaissé qu'environ 50 % de ses recettes propres prévues, mais qu'une forte mobilisation collective a permis de régulariser près de 4 millions d'euros en deux mois. Il souligne enfin que la réussite du nouveau programme européen suppose une grande réactivité de l'ensemble des services dans les appels de fonds.

Monsieur le Président complète cette analyse en rappelant que des financements spécifiques de l'État et de la Région devraient permettre de compenser une partie des dépenses liées au cyclone, sous réserve de leur éligibilité. Il mentionne également la régularisation en cours d'heures complémentaires anciennes, ce qui a engendré des coûts supplémentaires en 2025. Il réaffirme que le budget 2026 demeure soutenable mais fragile, et que sa réussite dépend clairement de la capacité de l'établissement à atteindre environ 80 % de recouvrement sur les fonds FEDER.

Monsieur Michel Dijoux indique partager l'analyse de Monsieur Lorion sur la formation continue. En revanche, il ne partage pas ses réserves sur la taxe d'apprentissage. Il explique que des actions nouvelles ont été engagées avec les organisations patronales locales afin d'améliorer la visibilité de l'université auprès du monde économique. Il cite en particulier la nouvelle organisation SOCLE, qui regroupe plusieurs organisations professionnelles, et annonce qu'il a été convenu d'y inviter le président de l'université à plusieurs reprises afin de mieux faire connaître l'établissement et d'encourager une mobilisation accrue autour de la taxe d'apprentissage. Il considère qu'il faut voir plus grand sur ce sujet.

Madame Bagot confirme les propos de Monsieur Dijoux. Elle souligne que le monde économique connaît encore insuffisamment l'université et que cette méconnaissance limite naturellement les retombées en matière de taxe d'apprentissage. Elle cite notamment l'exemple du Grand port maritime, qui a pu fléchir une partie de sa taxe d'apprentissage après avoir mieux compris l'offre de l'établissement. Elle réaffirme sa disponibilité, avec Monsieur Dijoux, pour accompagner ce travail de sensibilisation.

Monsieur le VPCA revient ensuite sur la question posée par Monsieur Lorion concernant les campagnes d'emplois 2026 et 2027. Il explique que les montants présentés correspondent au schéma d'emplois, c'est-à-dire à la différence entre les entrées et les sorties sur le seul volet des enseignants et enseignants-chercheurs titulaires. Il précise que la différence entre 2026 et 2027 s'explique par un nombre prévisionnel de sorties moins élevé en 2027.

Monsieur Lorion vérifie qu'il s'agit bien essentiellement de non-remplacements.

Monsieur le VPCA le confirme en précisant qu'il s'agit de la différence entre les entrées au 1er janvier et les sorties totales au 31 décembre.

Monsieur Lorion indique qu'il ne voulait pas freiner la dynamique autour de la taxe d'apprentissage, mais simplement rappeler que l'exercice reste difficile dans un contexte où de nombreuses structures sollicitent déjà les mêmes financements. Il conclut en réitérant sa forte inquiétude sur la trajectoire de trésorerie, en dépit des éléments de réponse apportés.

Monsieur le Président rappelle une nouvelle fois que la condition de réussite du budget réside dans le recouvrement des financements FEDER à hauteur de 80 %.

Madame Leveneur-Azemar s'associe d'abord aux remerciements formulés pour la transparence de la présentation. Elle insiste ensuite sur la nécessité de préserver le cœur de métier de l'université, à savoir l'enseignement et la recherche. Elle alerte en particulier sur les conséquences que pourraient avoir certaines coupes budgétaires sur les bibliothèques et les ressources documentaires, essentielles à la recherche. Elle estime

également qu'il faut éviter de réduire excessivement les heures d'enseignement. En revanche, elle juge que la réduction des UEO pourrait être plus importante, considérant que ces unités, bien qu'utiles, ne doivent pas être prioritaires dans le contexte actuel. Elle attire aussi l'attention sur certaines situations individuelles à la FDE qui, selon elle, pèsent inutilement sur la masse salariale. Enfin, elle évoque la possibilité d'étudier à moyen terme la création d'une agence de voyages interne pour réduire le coût des déplacements.

Monsieur le Président répond que la question des UEO relève d'abord de la CFVU. Sur la question d'une agence de voyages interne, il explique qu'une telle solution serait juridiquement et administrativement complexe, car elle supposerait des dérogations et des moyens spécifiques. Il indique en revanche que l'établissement retravaillera le marché public correspondant afin d'éviter une situation où un seul prestataire n'est en situation de répondre au marché.

Monsieur le DFC confirme le caractère dérogatoire et complexe d'une telle solution, qui nécessiterait l'accord du ministère, du rectorat et du contrôleur budgétaire.

Monsieur le VPFVU apporte ensuite des précisions sur les UEO et la nouvelle offre de formation. Il rappelle qu'une réforme structurelle des UEO a déjà été engagée collectivement, avec une réduction de leur présence dans les maquettes et une révision de leur catalogue. Il souligne que la réduction globale de 8 % de l'offre de formation n'a pas été arrêtée au hasard mais à l'issue d'un travail concerté visant à concilier soutenabilité de la masse salariale et maintien de la qualité pédagogique. Il insiste sur le fait que la réflexion ne peut pas être purement quantitative : elle doit aussi porter sur la qualité des maquettes, les objectifs pédagogiques, le suivi des cohortes, les taux de réussite et l'insertion professionnelle. Il affirme que l'objectif n'est pas de dénaturer les diplômes mais d'opérer des ajustements raisonnés.

Monsieur le Président remercie le vice-président pour ces précisions et rappelle que d'autres universités ont été amenées à engager des réductions bien plus fortes encore.

Monsieur le DRH prend ensuite la parole sur les situations évoquées à la FDE. Il indique qu'un travail approfondi sera conduit au premier semestre 2026 dans le cadre de la réorganisation des services. Il précise que des rencontres seront organisées avec chaque responsable administratif et chaque doyen afin d'examiner les situations complexes et de proposer des solutions adaptées. Il annonce également la mise en place d'un groupe de travail préparatoire à la CCPANT, ainsi qu'une réorganisation interne de la DRH afin de renforcer la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEEC), le suivi statutaire, la mobilité et le traitement des situations individuelles problématiques.

Monsieur Praene observe que des situations analogues à celles évoquées viennent également d'être signalées dans sa composante sans avoir reçu, selon lui, de réponse suffisante jusqu'à présent. Il souligne que ces questions deviennent d'autant plus sensibles que les équipes pédagogiques sont déjà tendues et que la réduction du volume horaire accroît les tensions. Il ajoute une question sur les projets structurants, s'interrogeant sur la ligne budgétaire associée au pôle énergie.

Monsieur le Président répond qu'il s'agit d'une charge de projet destinée à piloter le développement éventuel du pôle énergie, comme c'est aussi le cas pour le pôle humanité, et non d'un financement direct du projet lui-même. Il précise qu'un projet Teaming y est associé et qu'il faudra voir s'il aboutit.

Monsieur Payet revient alors sur trois points. Il s'interroge d'abord sur l'augmentation du CAS pensions, indiquant que les montants inscrits dans la liasse budgétaire lui paraissent incohérents avec l'évolution annoncée. Il rappelle ensuite la demande formulée concernant le tableau détaillé de répartition des crédits de fonctionnement. Enfin, il demande des précisions sur la partie numérique, notamment sur l'abandon de la démarche d'adhésion au central d'achat national et le retour annoncé à des marchés locaux avec assistance à maîtrise d'ouvrage.

Monsieur Laurence explique que deux augmentations successives du CAS pensions sont intervenues, l'une en 2025 et l'autre en 2026. Face à la remarque de Monsieur Payet, il reconnaît que les chiffres figurant dans la liasse semblent ne pas correspondre aux montants consolidés.

Madame Duboin réitère alors sa demande de transmission du tableau détaillé de répartition des crédits, en soulignant qu'il est difficilement lisible lorsqu'il est simplement projeté à l'écran et qu'il devrait être communiqué formellement aux membres du conseil.

Monsieur le Président indique que ce document sera transmis.

Monsieur Laurence précise ensuite, après vérification, que le CAS pensions s'établit à 27 millions 229 mille 983 euros en 2025 et à 29 millions 224 mille 905 euros en 2026.

Monsieur Payet en conclut que la page 4 de la liasse budgétaire comporte une erreur.

Monsieur le DFC confirme qu'il s'agit d'une donnée issue d'une remontée RH antérieure à la reconsolidation des tableaux. Il précise que cette erreur n'affecte pas le volume global de la masse salariale mais uniquement l'indication détaillée du CAS pensions.

Monsieur le Président demande qu'une correction soit apportée.

Monsieur Lorion formule une remarque concernant l'obligation réglementaire, pour les composantes relevant de l'article L713-9 du Code de l'éducation, de présenter leur budget propre et intégré en même temps que le budget général de l'établissement. Il estime que cette exigence devrait conduire à une présentation plus complète des données par composante.

Monsieur le DFC projette alors le tableau détaillé de répartition des crédits, tout en précisant qu'il est difficile à lire en séance du fait de sa taille. Il indique que les deux dernières colonnes correspondent à la proposition d'arbitrage et à l'arbitrage final tenant compte de la réduction de 10 % liée au contexte national.

À l'issue de ces échanges, le président propose de passer au vote.

Le budget initial 2026 est ensuite soumis au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				36			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	28	contre	2	abstention(s)	6	

Point n°3 : Campagne emplois 2026

Rapporteur : Monsieur Teddy CADERBY, VPCA

Monsieur le VPCA présente la campagne d'emplois 2026. Il rappelle que sa préparation a débuté en août et septembre 2025, à partir de la volumétrie inscrite dans la lettre de cadrage validée par le conseil d'administration du 18 septembre 2025. Cette phase a été suivie de dialogues de gestion conduits avec les composantes et les services en octobre et novembre, afin d'identifier les besoins, d'affiner les cibles et de procéder aux arbitrages communiqués en novembre. Il indique que la campagne d'emplois 2026 se traduit par une volumétrie de 13 emplois d'enseignants et d'enseignants-chercheurs titulaires, 0 emploi BIATSS titulaire, 70 emplois d'enseignants contractuels et 226 emplois de BIATSS contractuels.

S'agissant du volet des enseignants et enseignants-chercheurs titulaires, il précise que les 13 postes arbitrés favorablement répondent principalement à des besoins de remplacement de départs à la retraite ou en mutation, à des engagements déjà pris par l'établissement, ainsi qu'à quelques créations ciblées accompagnant des priorités de formation ou de structuration. Il précise que certaines ouvertures correspondent à des créations financées par le ministère, notamment pour l'orthophonie et l'accompagnement du BUT 3, tandis que d'autres répondent à des besoins de continuité pédagogique, d'encadrement professoral ou d'appui à la recherche.

Concernant les enseignants contractuels, il rappelle que les arbitrages sont organisés en deux vagues. La première vague porte sur 49 renouvellements, comprenant des ATER, des enseignants contractuels et des PAST. Il précise qu'une seconde vague interviendra ultérieurement pour finaliser les arbitrages.

Sur le volet BIATSS titulaires, il rappelle qu'aucun emploi n'est ouvert dans cette campagne, conformément à la lettre de cadrage, en raison de l'absence de supports disponibles et de la nécessité de régulariser préalablement la situation des supports avant toute reprise des concours.

S'agissant des BIATSS contractuels, il indique que sur 263 demandes de renouvellement, 226 ont reçu un arbitrage favorable pour les contractuels BIATSS, auxquels s'ajoutent 37 contractuels sur part État. Il précise que 61 demandes n'ont pas été retenues, dont 51 demandes nouvelles systématiquement refusées et 10 renouvellements non accordés, soit en raison de redéploiements, soit faute de disponibilité budgétaire.

Il conclut en présentant les éléments financiers de la campagne. Il indique que, sur le volet des enseignants et enseignants-chercheurs titulaires, 13 demandes ont été retenues sur 26, pour un coût évalué à 565 000 euros en 2026. Il rappelle qu'aucun emploi BIATSS titulaire n'est ouvert. Pour l'ensemble des contractuels, 312 demandes ont été arbitrées favorablement sur 427, pour un coût global de 11 millions 858 mille 103 euros. Le coût total de la campagne d'emplois 2026 s'élève ainsi à 12 423 716 euros.

À l'issue de cette présentation, **Madame Grondin Perez** fait part de ses réserves sur les arbitrages concernant la FST. Elle indique que le poste de professeur en physique rattaché au LACy ne figurait pas dans la trajectoire d'emplois élaborée au sein de la composante et souligne que plusieurs départs intervenus dans des départements fortement sollicités, notamment en biologie, n'ont pas donné lieu à un niveau de remplacement jugé suffisant. Elle attire également l'attention sur la situation de certains contractuels dont l'examen est renvoyé à la vague 2 et dont l'absence pourrait fragiliser la rentrée 2026.

Monsieur le VPCA répond que le poste de professeur en physique correspond à un engagement pris par l'établissement et que son rattachement à la FST s'explique par la section et le laboratoire concernés. Il reconnaît toutefois qu'une discussion plus approfondie avec la composante aurait pu être conduite sur ce point. Sur la question de la cédésation des enseignants contractuels, il indique qu'une réflexion est en cours à l'échelle de l'établissement et qu'un retour sera fait aux composantes sur les besoins et les modalités envisageables.

Monsieur le Président souligne que cette question fait également l'objet d'une vigilance du contrôleur budgétaire régional et qu'il est nécessaire de mettre en place un cadre permettant de maîtriser les demandes de CDI.

Monsieur Lorion interroge ensuite la gouvernance sur le financement du poste d'orthophonie ainsi que sur les perspectives de la vague 2.

Monsieur le DFC précise que l'établissement a reçu une dotation complémentaire dont le détail est encore attendu, mais qui devrait inclure le financement du poste d'orthophonie ainsi qu'une part de fonctionnement.

Monsieur le Président indique que les échanges avec le ministère vont dans ce sens, tout en précisant qu'il convient d'attendre la notification détaillée.

Sur la vague 2, **Monsieur le VPCA** indique qu'une première hypothèse de travail porte sur les situations de contractuels actuellement positionnés sur des supports qui seront de nouveau occupés par des titulaires à l'issue de la campagne d'emplois. Il précise toutefois qu'aucune analyse définitive n'est encore arrêtée à ce stade.

Les échanges se poursuivent sur la question des supports libérés à la suite de recrutements internes ou de départs à la retraite. **Monsieur le VPCA** précise que la remobilisation de ces supports n'est pas automatique et qu'elle devra être réinscrite dans le schéma d'emplois en fonction des besoins et des moyens disponibles.

Monsieur le Président insiste, pour sa part, sur la nécessité d'articuler cette réflexion avec la nouvelle offre de formation et avec l'enjeu de maîtrise de la masse salariale. Il souligne que les remplacements devront être pensés de manière progressive, en fonction des besoins réels et des priorités de l'établissement.

Monsieur le VPCA rappelle qu'une telle approche graduée est d'ailleurs recommandée par l'Inspection générale.

Monsieur Payet interroge ensuite la direction sur l'harmonisation des dates de renouvellement des contrats. Monsieur le directeur des ressources humaines répond que la règle de principe demeure celle d'un renouvellement au 1er septembre, sauf situations particulières justifiant une dérogation.

Madame Limbada demande que soient communiquées les prévisions de départs à la retraite sur les trois prochaines années pour les enseignants, enseignants-chercheurs et BIATSS.

Monsieur le DRH présente alors des éléments de cadrage, en rappelant le caractère parfois incertain des départs effectifs. Il indique que l'établissement compte actuellement 37 BIATSS et 41 enseignants ou enseignants-chercheurs âgés de 62 à 69 ans, dont respectivement 15 et 20 âgés de 64 ans ou plus.

Madame Duboin rappelle l'intérêt de disposer, pour les prochaines campagnes, d'indicateurs consolidés sur les ratios entre professeurs et maîtres de conférences ainsi que sur la répartition des emplois par discipline.

Monsieur le VPCA indique qu'un travail de fiabilisation est engagé sur ce sujet, malgré des difficultés liées à la qualité des données extraites. Plusieurs administrateurs soulignent l'intérêt de disposer de tels outils d'aide à la décision pour objectiver les futurs arbitrages.

Le point est soumis au vote

Résultats du vote							
Vote		électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				36			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix							
	pour	32	contre	1	abstention(s)	3	

Point n°4 : Élection du VP Relations et stratégies internationales - Partenariats régionaux, européens et internationaux

Rapporteur : Monsieur le Président

Monsieur le Président introduit le point relatif à l'élection du vice-président en charge des relations et de la stratégie internationale et invite Monsieur Chaker El Kalamouni à présenter sa candidature devant le conseil d'administration.

Monsieur El Kalamouni présente sa candidature en rappelant son parcours universitaire et son ancrage à l'Université de La Réunion depuis 2011 en qualité de maître de

conférences, ainsi que l'obtention de son HDR en 2020. Il met en avant son expérience dans le domaine des relations internationales et son implication dans plusieurs projets de coopération académique. Il indique que son action s'inscrira dans le développement de partenariats stratégiques, le renforcement de l'internationalisation des formations et la structuration de l'action internationale de l'établissement.

Monsieur Lorion interroge le candidat sur l'articulation entre la vice-présidence stratégie internationale et la vice-présidence en charge de la mobilité, ainsi que sur la pertinence du maintien de deux fonctions distinctes.

Monsieur El Kalamouni précise que la vice-présidence stratégie intervient en amont sur la définition des partenariats et la politique internationale, tandis que la vice-présidence mobilité intervient sur la mise en œuvre opérationnelle et le suivi des mobilités.

Madame Capron attire l'attention sur des difficultés rencontrées dans l'accueil de certains personnels enseignants-chercheurs étrangers et souligne la nécessité d'améliorer les dispositifs d'accompagnement.

Monsieur El Kalamouni indique qu'une vigilance particulière sera portée à ces situations afin d'améliorer la coordination des services concernés.

Monsieur Jaquemet souligne l'importance de mieux associer les composantes et les laboratoires aux actions internationales et de renforcer la communication sur les dispositifs existants.

Monsieur El Kalamouni confirme sa volonté de développer des échanges avec les composantes afin de mieux structurer les projets en lien avec les besoins en formation et en recherche.

Madame Leveneur-Azemar exprime des réserves sur l'existence de deux vice-présidences dans un contexte budgétaire contraint.

Monsieur le président répond que, dans le cas précis de Monsieur El Kalamouni, le coût de la fonction est limité en raison de sa délégation INSERM. Il reconnaît par ailleurs que l'organisation initiale a pu manquer de lisibilité, mais estime que la clarification opérée entre une vice-présidence principale chargée de la stratégie internationale et une vice-présidence déléguée à la mobilité permet désormais de mieux identifier les responsabilités et les circuits de décision.

Madame Grondin-Perez s'interroge alors sur la conformité de cette organisation avec les statuts de l'établissement, en faisant valoir qu'une vice-présidence déléguée à une autre vice-présidence ne lui paraît pas explicitement prévue.

Monsieur le Président répond en distinguant le fonctionnement opérationnel de l'organisation formelle et rappelle que la répartition des missions a été clarifiée entre le volet stratégique, en amont du conventionnement, et le volet mobilité, en aval, une fois les partenariats établis.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					36		
N'ayant pas pris part au vote					0		
Nombre de voix	pour	25	contre	11	abstention(s)	0	

Monsieur le Président annonce une pause-déjeuner de 30 minutes

PAUSE MERIDIENNE DE 30 MINUTES

Point n°5 : Désignation de représentants du collège BIATSS siégeant au CA pour la mise en place du conseil du service SSE

Rapporteur : Monsieur le DAJI- Davy LILA-HELMER

Monsieur le DAJI indique que les nouveaux statuts du service prévoient la désignation de deux représentants BIATSS, dont un représentant désigné par et parmi les représentants BIATSS du conseil d'administration et du conseil académique. Il précise que le conseil académique a déjà procédé à cette désignation et qu'il appartient désormais aux représentants BIATSS du CA de désigner leur représentant.

Monsieur le Président demande s'il existe des candidatures et indique que **Monsieur Yves Depigny** est candidat.

Aucune autre candidature n'étant proposée, la candidature de Monsieur Depigny est soumise au vote.

À la demande de **Madame Leveneur-Azemar**, **Monsieur le DAJI** précise que le conseil de service SSE est chargé des questions relatives à la médecine préventive des étudiants.

Le résultat du vote est le suivant :

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					34		
N'ayant pas pris part au vote					0		
Nombre de voix	pour	32	contre	1	abstention(s)	1	

Monsieur Yves Depigny est déclaré élu. **Monsieur le Président** le félicite.

Point n°6 – Désignation de deux élus étudiants du CA à la commission FSDIE

Rapporteur : Monsieur le VPFVU- Laurent DIDIER

Monsieur le VPFVU indique que, suite aux élections étudiantes, il convient de mettre à jour la composition de la commission FSDIE conformément à son règlement intérieur. Celui-ci prévoit notamment la présence de six élus de la CFVU et de deux élus étudiants du conseil d'administration.

Monsieur le Président invite les élus étudiants à proposer deux candidatures.

Monsieur Guidet--Cassard indique, au nom des élus étudiants, que les candidatures proposées sont celles de **Madame Perrine Brindamour** et **Madame Rahima Mbalia-Gaya**.

Ces candidatures sont soumises au vote du conseil d'administration.

Le résultat est le suivant :

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				34			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	34	contre	0	abstention(s)	0	

Les deux candidates sont déclarées élues.

Point n°7 – Actualisation de la composition du comité électoral consultatif (CEC)

Rapporteur : Monsieur le DAJI- Davy LILA-HELMER

Monsieur le DAJI rappelle que le comité électoral consultatif (CEC) est composé de représentants des listes élues au conseil d'administration. À la suite des dernières élections, les listes ne disposant plus de représentants ne peuvent plus siéger au sein de cette instance. Il convient donc d'actualiser la composition du CEC. Il précise que l'ensemble des listes concernées ont été sollicitées et qu'il appartient désormais au conseil d'administration de valider cette nouvelle composition.

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'une mesure réglementaire, correspondant à une mise à jour de la composition du CEC à la suite des élections. Il précise que la modification concerne principalement la représentation du collège des usagers.

La proposition est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				34			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix		pour	34	contre	0	abstention(s)	0

La nouvelle composition du comité électoral consultatif est validée.

Point n°8 – Modification des statuts et règlements intérieurs de composantes

Rapporteur : Monsieur le DAJI- Davy LILA-HELMER

Monsieur le DAJI indique que ces modifications concernent principalement l'IAE, l'UFR SHE et l'IUT. Il précise que certaines évolutions visent également à mettre les documents en conformité avec la charte graphique de l'établissement ou à clarifier certaines dispositions statutaires. Il propose d'examiner les modifications, composante par composante.

a/Modification des statuts de l'UFR SHE

Madame la Directrice de l'UFR SHE présente la modification proposée, qui concerne uniquement l'article 17 relatif au collège électoral pour l'élection des directeurs de département. Elle précise que cette modification vise à harmoniser les règles entre départements et à lever toute ambiguïté d'interprétation, en lien avec la DAJI.

Monsieur le DAJI précise que cette modification a également reçu un avis favorable des instances compétentes, CSA, CFVU, CSRI.

Aucune question n'étant formulée, la proposition est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix		pour	33	contre	0	abstention(s)	0

b/Modification des statuts de l'IAE

En l'absence du directeur de l'IAE, **le responsable administratif et financier de l'IAE** présente la modification statutaire. Il indique que celle-ci vise à permettre l'obtention d'un agrément afin de proposer des formations à destination des élus locaux, notamment dans le domaine du management public. Cette mention doit apparaître explicitement dans les statuts pour satisfaire aux exigences de la direction générale des collectivités locales.

Monsieur le VPFVU s'interroge sur les conditions de mise en œuvre de ces formations et sur le positionnement de l'IAE par rapport au service commun de formation continue, ainsi que par rapport aux organismes déjà agréés sur le territoire. Il évoque également la nécessité d'un partenariat avec le CNFPT afin d'assurer un cadre sécurisant pour ce type de formation.

Le RAF de l'IAE indique que ces éléments relèvent davantage du directeur de l'IAE mais confirme qu'un rapprochement avec le CNFPT est prévu.

En l'absence d'autres questions, la modification est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote		électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				34			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	5	

c/Modification des statuts et du règlement intérieur de l'IUT

Monsieur le Directeur de l'IUT présente les modifications proposées, qui visent principalement à mettre les statuts en conformité avec les recommandations juridiques nationales applicables aux IUT. Il précise que les modifications portent notamment sur la procédure d'élection du directeur, la clarification des responsabilités des instances, l'articulation avec les politiques budgétaires et pédagogiques de l'université ainsi que la sécurisation juridique des procédures.

Monsieur le VPFVU s'interroge sur le choix d'un mode de scrutin à plusieurs tours pour l'élection du directeur.

Monsieur le Directeur de l'IUT indique que ce choix correspond aux pratiques majoritaires au sein des IUT et permet d'assurer une cohérence avec les autres instituts, tout en précisant que le nombre de candidats reste généralement limité.

La proposition est ensuite soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				34			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix		pour	34	contre	0	abstention(s)	0

Point n°9 : Modification des prix des prestations du FABLAB de l'IUT

Rapporteur : Monsieur Olivier MARC, Directeur de l'IUT

Monsieur le Directeur de l'IUT présente la proposition d'actualisation des tarifs du FabLab. Il précise que cet espace de prototypage reste gratuit pour les étudiants et les personnels de l'IUT, mais qu'une tarification est proposée pour les partenaires extérieurs afin de couvrir les coûts d'utilisation des machines et des consommables.

Il détaille notamment :

- un droit d'accès de 50 euros pour les associations et demandeurs d'emploi,
- un droit d'accès de 100 euros pour les entreprises,
- une tarification horaire d'utilisation des machines,
- des conditions spécifiques en cas de privatisation des locaux.

Monsieur Jaquemet demande des précisions sur les conditions d'utilisation, notamment concernant l'interdiction d'un usage commercial direct.

Monsieur le Directeur de l'IUT indique qu'un descriptif de projet est désormais demandé en amont afin de vérifier la conformité avec la charte du FabLab, notamment pour éviter une utilisation à des fins de production commerciale.

Aucune autre question n'étant formulée, la proposition est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				34			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix		pour	34	contre	0	abstention(s)	0

Point n°10 : Charte sur l'utilisation de l'Intelligence Artificielle Générative au sein de l'Université de La Réunion (Charte IA_g)

Rapporteurs : Monsieur Christophe PORLIER, Vice-président délégué chargé du numérique, des usages et de l'intelligence artificielle et Madame Véronique SEBASTIEN, Administratrice des systèmes d'information, chargée de recherche et d'innovation

Monsieur le VP NUIA rappelle que cette charte répond à une attente largement exprimée par la communauté universitaire. Il précise qu'elle a été élaborée dans le cadre du comité de pilotage du numérique des usages et de l'IA, au sein du groupe de travail consacré aux intelligences artificielles génératives. Il retrace les principales étapes de son élaboration, en rappelant que le texte a été présenté dans plusieurs instances, validé par le service des affaires juridiques et institutionnelles, examiné par le CSAE, le bureau du CA et le conseil académique, et qu'il est soumis au conseil d'administration après un travail de concertation approfondi. Il indique que cette charte a vocation à fixer des consignes générales d'utilisation, à préciser le positionnement de l'université et à encadrer les usages en pédagogie, en recherche, ainsi que dans l'administration et les services techniques.

Madame Sébastien présente ensuite le contenu du document. Elle précise qu'il s'agit d'une charte consacrée aux IA génératives de type ChatGPT. Elle explique que le texte cherche à trouver un équilibre entre, d'une part, un cadre rigoureux et, d'autre part, la possibilité d'expérimenter et d'innover avec ces outils. Elle souligne que la charte vise à limiter les usages problématiques, notamment en matière de biais, d'évaluation des étudiants, de protection des données à caractère personnel et de souveraineté numérique. Elle indique que la charte encourage également l'usage d'outils souverains et qu'elle prévoit des consignes différenciées selon les activités. Elle rappelle enfin qu'elle s'adresse à l'ensemble de la communauté universitaire et qu'elle est accompagnée d'un glossaire ainsi que d'indications sur la manière de citer un recours à l'intelligence artificielle générative.

Madame Duboin attire l'attention sur deux passages de la charte relatifs à l'usage de l'IA générative comme assistant linguistique pour la reformulation, la mise en forme ou la traduction. Elle observe que, dans certaines disciplines, notamment les langues, la qualité de l'expression écrite et la maîtrise linguistique font partie intégrante de l'évaluation. Elle estime qu'il conviendrait donc de préciser plus explicitement, dans la charte, que l'usage de l'IA dépend aussi de la discipline concernée et de l'autorisation donnée par l'enseignant.

Monsieur le VP NUIA répond que cette dimension est déjà prise en compte dans la partie pédagogique de la charte, qui prévoit que l'usage de l'IA générative dans les travaux académiques n'est pas autorisé sauf mention explicite de l'enseignant. Il reconnaît néanmoins que le point soulevé pourra utilement être précisé. Il ajoute que cette charte n'a pas vocation à rester un simple document formel mais qu'elle devra faire l'objet d'un véritable travail de diffusion, de pédagogie et de formation auprès des étudiants, des enseignants et des personnels, notamment au moyen de modules d'e-learning ou d'actions d'accompagnement.

Madame Duboin insiste sur la nécessité d'une formulation parfaitement explicite afin d'éviter toute ambiguïté pour les étudiants, y compris dans les travaux de recherche tels que mémoires ou thèses.

Monsieur le Président s'interroge alors sur la possibilité de faire signer cette charte aux étudiants au moment de leur inscription, afin de les sensibiliser à ces règles sans créer de contrainte excessive.

Monsieur le VPFVU estime qu'une telle démarche pourrait être envisagée, dans un esprit comparable à celui de la charte informatique ou des engagements antiplagiat, tout en soulignant que la question de sa mise en œuvre pratique reste à préciser.

Madame Leveneur-Azemar demande ensuite deux corrections rédactionnelles. Elle relève l'emploi du terme « stipulé » à deux reprises dans la charte et considère que ce terme, relevant du vocabulaire contractuel, n'est pas approprié dans ce contexte. Elle souhaite qu'il soit remplacé par une formulation plus adaptée.

Monsieur le DAJI rappelle, à cette occasion, qu'une charte de cette nature pourrait utilement être annexée au règlement intérieur de l'établissement, ce qui lui confèrerait une portée opposable à l'égard des usagers.

Monsieur le VPFVU ajoute qu'il conviendra également de revoir la rédaction du règlement général des études, lequel prévoit actuellement que l'utilisation de l'intelligence artificielle, au même titre que le plagiat, peut donner lieu à une sanction disciplinaire. Il estime qu'une harmonisation sera nécessaire avec les dispositions de la nouvelle charte.

Madame Grondin-Perez précise qu'il conviendra, à cet égard, de viser plus spécifiquement l'intelligence artificielle générative.

Monsieur Payet demande ensuite s'il ne serait pas opportun de transmettre systématiquement un lien vers cette charte aux étudiants lors de la communication de leurs identifiants universitaires, afin de s'assurer qu'ils soient informés de son existence. Il s'interroge également sur l'opportunité de revoir en parallèle la charte informatique.

Monsieur le VP NUIA répond que la charte s'inscrit dans un ensemble plus large de textes de référence, qu'elle vient compléter sans s'y substituer. Il souligne de nouveau que sa bonne appropriation supposera un important travail de communication et de formation, notamment dès l'entrée à l'université, afin que les étudiants intègrent clairement les règles applicables. Il indique qu'il serait pertinent d'imaginer des dispositifs de validation ou de sensibilisation permettant d'attester de cette appropriation.

Madame Iacobelli, intervenant à distance, demande si la question des données sensibles, et notamment des données de santé, a été suffisamment prise en compte. Elle souhaite savoir si le groupe de travail s'est rapproché de spécialistes du domaine et si la charte comporte une mention spécifique sur ce sujet.

Madame Véronique Sebastien répond qu'il n'existe pas de paragraphe entièrement dédié aux données de santé, mais qu'une formulation explicite a bien été introduite, interdisant tout traitement de données de santé sur une plateforme non habilitée à cet usage.

Monsieur le VP NUIA complète en précisant que l'université explore également, avec l'Université de Rennes, des solutions permettant un hébergement local et sécurisé de certaines données, y compris dans la perspective d'un hébergement de données de santé.

Madame Leveneur-Azemar demande enfin si le vote portera sur le texte intégrant les amendements proposés en séance.

Monsieur le VP NUIA confirme que les remarques formulées seront prises en compte. Il ajoute qu'une réserve doit toutefois être apportée concernant la consultation du collège de déontologie, qui n'a pas encore rendu son avis en raison d'un problème de circuit d'information.

Madame Grondin-Perez précise que cette absence d'avis résulte d'un envoi à une adresse qui n'était plus consultée.

Monsieur le Président propose en conséquence que le vote intervienne sous réserve de la prise en compte des remarques formulées et de la consultation du collège de déontologie.

La charte est alors soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				34			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	33	contre	0	abstention(s)	1	

Point n°11 : Convention de don d'ouvrages de l'association AD2R au bénéfice de l'UR

Rapporteur : Monsieur Arnaud TESTULAT, Directeur général des services adjoint, Directeur des Finances et de la Comptabilité

Monsieur le DFC présente le point relatif à une donation d'ouvrages au bénéfice du fonds documentaire des bibliothèques universitaires. Il précise qu'il s'agit d'un don d'environ 480 ouvrages et documents portant notamment sur La Réunion, les îles du sud-ouest de l'océan Indien et les outre-mer.

Aucune remarque, le point est soumis au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°12 : Soutien apporté à l'association Arboretum Thérésien Cadet dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine 2025

Rapporteur : Monsieur Le Directeur de Cabinet- Ilias TIMOL

Monsieur le Directeur de cabinet rappelle qu'en 2024 une étudiante membre de l'association a déposé un projet financé par le FSDIE, destiné à aménager les chemins de circulation au sein de l'Arboretum. Il indique que ce projet a été validé et mis en œuvre à la fin de l'année 2024, notamment par l'acheminement et l'étalement de 15 tonnes de scories grâce à la mobilisation des étudiants. Il précise toutefois qu'un complément d'aménagement s'est révélé nécessaire, en particulier sur la portion située entre les bâtiments S5 et T2, représentant environ 70 mètres carrés supplémentaires. Il indique que l'association a directement pris en charge cette dépense complémentaire, pour un montant de 742,76 euros.

La demande soumise au conseil d'administration porte ainsi sur la prise en charge exceptionnelle, par l'université, de cette dépense engagée par l'association.

Résultats du vote							
Vote		électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	1	

Point n°13 : Valorisation du patrimoine-grille de location

Rapporteuse : Madame Zoulekha NISSARE AKBARALY, Directrice générale des services

Madame la DGS présente la proposition de nouvelle grille de redevance applicable à la mise à disposition ponctuelle des locaux d'enseignement, des locaux administratifs et des installations sportives de l'université, dans le cadre de la valorisation du patrimoine immobilier. Elle indique que la grille actuellement en vigueur, adoptée en 2014-2015, est devenue obsolète, qu'elle ne reflète plus les coûts réels d'exploitation, repose sur un principe de gratuité automatique et ne permet pas un suivi satisfaisant des recettes. Elle souligne qu'en pratique, l'université ne recouvre qu'environ 52 % du potentiel de recettes lié à la mise à disposition de ses locaux.

Elle précise que la nouvelle grille repose sur des critères objectifs, tenant compte notamment du coût de revient moyen du patrimoine, de la surface des locaux, de la durée d'occupation, ainsi que du niveau d'équipement et d'assistance. Elle ajoute que deux grilles distinctes ont été élaborées selon une même logique : l'une pour les locaux d'enseignement et administratifs, l'autre pour les installations sportives. Elle indique enfin que le dispositif proposé vise non seulement à actualiser la tarification, mais aussi à

supprimer le principe de gratuité automatique, tout en permettant au président de moduler les redevances lorsque l'intérêt général ou la nature du partenariat le justifie.

Monsieur Rizzo s'interroge sur la ligne relative aux places de parking et demande si elle vise notamment les places situées à l'entrée du campus, largement utilisées par des personnes extérieures à l'université, y compris pour l'usage des bornes de recharge électrique. Il souligne que cette situation empêche parfois les personnels de l'université d'accéder à ces emplacements.

Monsieur le Président rappelle qu'un problème similaire avait déjà été soulevé et qu'il existait autrefois des conventions avec certains partenaires extérieurs, aujourd'hui devenues caduques.

Monsieur Rizzo demande alors si la mention des places de parking dans la grille suppose l'existence de cartes individuelles et d'autorisations spécifiques.

Madame la DGS répond que la présence de cette ligne dans la grille vise avant tout à prévoir juridiquement cette possibilité, de sorte qu'une convention puisse être mise en place si une demande formelle est formulée. Elle précise ne pas avoir connaissance, à ce jour, de conventions en vigueur sur ce point.

Monsieur Rizzo observe toutefois que, dans les faits, certains usagers extérieurs se garent déjà et utilisent les installations sans autorisation formelle.

Monsieur le Président indique que des décisions devront être prises afin de régulariser cette situation. Il rappelle que des personnes étrangères à l'établissement ne peuvent accéder librement au site sans autorisation et souligne que cette situation engage la responsabilité de l'université, notamment en cas d'incident.

Monsieur Payet fait observer que, dans le contexte de sécurité renforcée, l'établissement est censé maîtriser les entrées et sorties sur ses campus et s'inquiète du fait que des véhicules extérieurs puissent accéder au site sans contrôle.

Monsieur le Président reconnaît que des tolérances ont pu être accordées dans le passé sous certaines pressions ou habitudes locales. Il indique toutefois que l'objectif est désormais de poser un cadre tarifaire, puis d'engager un travail de conventionnement et de restriction de l'accès.

Monsieur Lorion demande si les tarifs proposés concernent uniquement les salles banalisées et les amphithéâtres, ou s'ils s'appliquent également à des salles de travaux pratiques ou à des plateaux techniques plus spécifiques.

Madame la DGS répond que la grille vise d'abord les salles banalisées, les salles de conseil et certaines salles informatiques ou multimédias, mais reconnaît que des usages plus spécifiques peuvent exister.

Monsieur Lorion souligne alors que certaines salles numériques ou techniques disposent d'équipements de pointe, justifiant des niveaux de redevance supérieurs à ceux prévus dans la grille. Il souhaite qu'une marge de modulation puisse être conservée.

Monsieur le Directeur de cabinet précise que la démarche retenue s'inscrit en deux temps. Il rappelle que l'objectif premier est de sortir de la gratuité imposée par la délibération de 2014 et de se doter rapidement d'une nouvelle base tarifaire. Il ajoute qu'un travail d'ajustement et de précision pourra être conduit ultérieurement pour affiner les tarifs, notamment dans les cas particuliers.

Monsieur Lorion précise qu'il souhaitait simplement alerter sur la nécessité de pouvoir appliquer, le cas échéant, des tarifs supérieurs lorsque les locaux mis à disposition présentent une technicité particulière.

Madame Leveneur-Azemar indique que, si des ajustements à la hausse sont possibles, elle y est favorable. Elle propose également qu'une réflexion soit engagée rapidement sur les conditions d'accès au parking, par exemple au moyen d'une signalétique précisant que le site est réservé à l'université dans l'attente d'éventuelles conventions.

Monsieur Jaquemet s'interroge sur la possibilité juridique de limiter l'accès au campus, estimant que celui-ci relève du domaine public.

Monsieur le DAJI précise que, s'agissant de l'accès en véhicule, le campus n'est pas assimilable à la voie publique. Il indique que les usagers légitimes sont les étudiants, les personnels et les personnes autorisées, et rappelle que l'existence de barrières et de dispositifs de contrôle d'accès permet de qualifier l'espace comme privé du point de vue de la circulation automobile.

Madame la DGS rappelle toutefois que l'université reste un domaine public, dans la mesure où certaines composantes, comme les bibliothèques, sont ouvertes à un public élargi.

Monsieur le DAJI précise qu'il convient de distinguer ici l'accès général à certains services publics universitaires de la circulation des véhicules sur le site.

Monsieur le Président conclut sur ce point en indiquant qu'une régularisation devra être recherchée avec les partenaires concernés, notamment la Région et d'autres usagers extérieurs.

Madame Grondin-Perez attire l'attention sur les difficultés quotidiennes liées aux véhicules des parents d'étudiants, qui stationnent parfois à proximité immédiate des barrières, en particulier autour des composantes. Elle estime qu'une plus grande rigueur devra être demandée aux agents chargés du contrôle.

Monsieur Jaquemet demande enfin, de manière très pratique, à qui les composantes doivent s'adresser si des entreprises souhaitent utiliser leurs locaux et si la nouvelle grille est adoptée.

Madame la DGS répond qu'une communication sera faite en janvier afin de rappeler la procédure applicable. Elle précise qu'à ce jour la gestion de ces demandes relève de la DLR, et qu'une nouvelle organisation plus structurée sera mise en place dans le cadre de la réorganisation des services centraux.

Avant le vote, **Madame la DGS** apporte une dernière précision rédactionnelle sur la grille tarifaire, en indiquant que certaines catégories de salles doivent être comprises comme

couvrant l'ensemble des locaux « jusqu'à » un certain nombre de places, afin d'éviter toute difficulté de tarification.

En l'absence d'autre question, la proposition est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°14 : Sortie d'inventaire de matériel hors service SSE

Rapporteur : Monsieur Arnaud TESTULAT, Directeur général des services adjoint, Directeur des Finances et de la Comptabilité

Monsieur le DFC présente le point relatif à la sortie d'inventaire de matériels devenus hors d'usage au sein du service de santé étudiante. Il précise qu'il s'agit de trois équipements : deux visiotests et un audiomètre. Il indique que ces matériels sont désormais non réparables, totalement obsolètes et ne peuvent faire l'objet ni d'une cession ni d'une vente. Il propose en conséquence leur mise au rebut.

Monsieur le Président constate qu'aucune question n'est formulée sur ce point et propose de passer directement au vote.

La proposition est alors soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°15 : Sortie d'inventaire d'un sanitaire mobile acquis par l'UMR DéTROi en 2019 et destiné à la vente

Rapporteur : Monsieur Arnaud TESTULAT, Directeur général des services adjoint, Directeur des Finances et de la Comptabilité

Monsieur le DFC indique que ce point concerne une remorque sanitaire appartenant au laboratoire UMRD3. Il précise que ce matériel, acquis en 2019 pour un montant de 42 900 euros, est encore en état de fonctionnement mais n'est plus utilisé par le laboratoire. Il propose en conséquence sa cession à la commune de La Plaine-des-Palmistes pour un montant de 24 000 euros.

Aucune question n'étant formulée, Monsieur le Président propose de passer au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°16 : Dossier accréditation Certification de compétences en langue de l'enseignement supérieur

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU indique que ce point a été examiné et validé par la CFVU. Il précise qu'il s'agit du renouvellement de l'accréditation du CLES délivré par la Maison des langues, permettant la certification des compétences en langues, notamment en anglais et en espagnol.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°17 : Critères d'attribution CPP 2026-2027

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU précise que ce point a également été examiné par la CFVU. Il indique qu'un travail a été mené par la présidente du conseil académique, en lien avec la DRH, afin de clarifier le calendrier, les procédures et les attentes relatives à l'attribution du CPP, notamment en matière d'évaluation des projets. Il précise que les évolutions proposées prévoient notamment la mise en place d'auditions préalables devant le conseil académique, un renforcement de l'évaluation des projets à l'issue du congé et l'instauration d'une durée de congé pédagogique pouvant désormais atteindre six mois.

Monsieur Payet demande à quelle date ce point a été examiné en CFVU, cette information ne figurant pas dans la note transmise.

Monsieur le VPFVU précise que ce point a été examiné lors de la séance de novembre.

Le point est soumis au vote.

Résultats du vote							
Vote		électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix		pour	33	contre	0	abstention(s)	0

Point n°18 : Grilles tarifaires et droits d'inscription 2025-2026 (DFTLV, DOFIPE et UFR SANTÉ)

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU indique que ce point a été examiné et validé par la CFVU. Il précise qu'il s'agit d'actualiser les grilles tarifaires de certains diplômes universitaires et formations relevant de ces composantes, notamment pour des formations qui seront ouvertes au début de l'année 2026. Il précise qu'aucune modification majeure n'est prévue pour l'année universitaire 2025-2026, la plupart des formations étant déjà ouvertes. Les éventuels ajustements resteront marginaux et concerneront seulement quelques diplômes.

Il indique par ailleurs qu'à la demande du président, un travail plus global sera engagé sur la politique tarifaire de la formation continue. Ce travail sera mené conjointement par la direction de la DFTLV et la vice-présidence en charge de la formation continue, avec pour objectif de réviser la tarification des diplômes universitaires sur la base d'un modèle en coût complet, à l'image de dispositifs déjà mis en place dans d'autres territoires. Il précise que cette révision interviendra principalement pour l'année universitaire 2026-2027, après une phase de concertation avec les responsables des formations concernées.

En réponse à une interrogation en séance, il est confirmé qu'aucune modification tarifaire significative n'est proposée dans le cadre du point soumis au vote.

Aucune question complémentaire n'étant formulée, la proposition est soumise au vote.

Résultats du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	33	contre	0	abstention(s)	0

Point n°19 : Plan Egalité Professionnelle

Rapporteur : Monsieur Yves DEPIGNY

Monsieur Depigny présente le plan élaboré conjointement par la DRH et le service égalité professionnelle, notamment sur le volet relatif à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Il précise que ce document a été élaboré dans un calendrier contraint afin de répondre aux obligations réglementaires et à la demande ministérielle de transmission avant le 1er octobre 2025. Il indique qu'une démarche plus collective sera recherchée pour l'élaboration du prochain plan.

Il rappelle les principaux constats issus des données disponibles, notamment la sous-représentation des femmes dans certaines catégories d'emplois ainsi que des écarts de rémunération qui justifient la poursuite d'actions en faveur de l'égalité professionnelle.

Il présente les cinq axes structurants du plan :

- garantir l'égal accès aux emplois et responsabilités ;
- prévenir les écarts de rémunération et améliorer l'accompagnement des parcours professionnels ;
- favoriser l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle ;
- renforcer la prévention et le traitement des violences sexistes et sexuelles ;
- mieux prendre en compte les enjeux de santé au travail.

Il précise que ce plan pourra être enrichi lors de sa prochaine révision, notamment par l'ajout d'indicateurs complémentaires et par une concertation élargie.

Monsieur le Président remercie pour cette présentation et ouvre les échanges.

Madame Leveneur-Azemar remercie pour cette présentation et s'interroge sur l'interprétation des écarts de rémunération, en se demandant s'ils ne reflètent pas également des différences d'ancienneté ou de grade plutôt qu'une inégalité directe.

Il lui est répondu que ces écarts peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment les temps partiels, les interruptions de carrière ou les différences de rythme de promotion, mais qu'ils méritent néanmoins d'être analysés.

Monsieur Payet demande si le plan a déjà été transmis au ministère.

Il lui est répondu que tel est le cas, en raison des délais réglementaires, mais que des contributions pourront être recueillies en vue du prochain plan.

Madame Leveneur-Azemar propose que des contributions complémentaires puissent être transmises, notamment concernant les conditions d'organisation du travail en période de congé maternité.

Madame Grondin-Perez souligne l'importance de poursuivre les efforts en matière d'égalité tout en veillant à éviter une vision trop protectrice ou stéréotypée des femmes. Elle insiste sur la nécessité d'encourager la prise de responsabilité et la confiance en soi.

Monsieur Depigny précise que l'objectif du plan est avant tout de rendre visibles certaines situations pouvant avoir un impact réel sur les conditions de travail, sans adopter une approche misérabiliste.

Madame la Présidente du CAC évoque l'exemple d'une autre université ayant mis en place des outils de sensibilisation aux biais de genre dans les procédures de recrutement des enseignants-chercheurs et indique qu'un partage d'expérience pourrait être envisagé.

Monsieur le DRH rappelle que certains rapports réglementaires auraient dû être présentés en conseil d'administration avant leur transmission et indique qu'un effort sera fait pour mieux organiser ces obligations dans l'agenda social de l'établissement.

Madame Duboin attire l'attention sur certains effets indirects des politiques de parité, notamment une sollicitation plus fréquente des femmes pour siéger dans diverses instances.

Monsieur Jaquemet s'interroge sur la possibilité de disposer de données sur le nombre de candidates et de candidats aux concours afin de mieux analyser les écarts observés.

Madame Leveneur-Azemar souligne la nécessité de veiller à ce que les recrutements reposent avant tout sur les compétences et non sur des objectifs statistiques.

Aucune autre question n'étant formulée, **Monsieur le Président** propose de procéder au vote.

La proposition est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote		électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix							
	pour	32	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°20 : Mise en place d'un dispositif d'intéressement au titre de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage

Rapporteur : Monsieur Vincent CHAUMONT, Directeur des ressources humaines

Monsieur le DRH présente le dispositif élaboré à l'issue des travaux d'un groupe associant des représentants de composantes et des services centraux. Il précise que ce dispositif vise à reconnaître l'implication des personnels contribuant aux actions de formation continue et d'apprentissage générant des recettes propres. Il indique que cette prime pourra bénéficier aux enseignants, enseignants-chercheurs et personnels BIATSS ayant participé à la conception pédagogique, à la gestion administrative, financière ou au suivi des formations, quel que soit leur statut. Il précise que cette prime sera financée uniquement sur les recettes propres des formations concernées, dans la limite des crédits disponibles, et qu'elle sera attribuée sur proposition des responsables de composantes ou de services, après validation par le président.

Il ajoute qu'un plafond annuel de 6 000 euros bruts est prévu et qu'un bilan annuel sera présenté au conseil d'administration.

Monsieur Lorion se félicite de l'aboutissement de ce travail, engagé depuis plusieurs années, et souligne son importance pour la reconnaissance de l'investissement des personnels dans le développement de la formation continue.

Monsieur Rizzo demande si une rétroactivité est prévue.

Madame la DGS précise que le dispositif permettra de régulariser les situations pour les années 2023-2024 et 2024-2025.

Monsieur le Président s'interroge sur la disponibilité des crédits nécessaires à cette régularisation.

Monsieur le DFC confirme que les recettes issues de la formation continue, non utilisées sur les exercices précédents, permettront de financer ces régularisations.

Madame Leveneur-Azemar remercie les services pour l'aboutissement de ce travail.

En l'absence d'autres questions, la proposition est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	33	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°21 : Détermination du contingent local de CRCT au titre de l'établissement pour 2026 2027

Rapporteur : Monsieur Vincent CHAUMONT, Directeur des ressources humaines

Monsieur le DRH rappelle que ce dispositif permet aux enseignants-chercheurs de bénéficier d'une période de décharge d'enseignement afin de développer leurs activités de recherche. Il précise les conditions d'éligibilité et indique que le conseil d'administration doit fixer chaque année le nombre de semestres attribués au titre du contingent local. Il propose de fixer ce contingent à cinq semestres pour l'année universitaire 2026-2027.

Monsieur le VPCA précise que ce volume correspond au minimum constaté les années précédentes et qu'il a été validé en CSAE, sous réserve de la soutenabilité budgétaire.

Monsieur Praene s'interroge sur la cohérence de ce contingent avec les pratiques antérieures.

Madame la Présidente du CAC confirme que ce volume est comparable à celui de l'année précédente et rappelle que ce contingent local s'ajoute au contingent national.

Aucune autre question n'étant formulée, la proposition est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote		électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix							
	pour	33	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°22 : Note de service relative au frais de déplacement

Rapporteur : Monsieur Vincent CHAUMONT, Directeur des ressources humaines

Monsieur le DRH indique que cette révision s'inscrit dans le cadre des mesures de maîtrise budgétaire pour 2026, avec un objectif de réduction de l'enveloppe dédiée aux missions de 15 %. Il précise que cette nouvelle note vise à harmoniser les pratiques, renforcer la transparence des procédures et encourager des pratiques écoresponsables, notamment par le recours à la visioconférence lorsque cela est possible. Il rappelle les principales règles relatives aux bénéficiaires des missions, à l'obligation d'un ordre de mission préalable, aux modalités de remboursement, aux délais de transmission des demandes et aux conditions de prise en charge des frais de transport, d'hébergement et de restauration. Il souligne également l'importance du respect des circuits de validation hiérarchique, des délais de transmission des ordres de mission et du recours aux marchés de transport de l'établissement. Il précise enfin les règles relatives aux avances, aux surclassements, à

l'utilisation des véhicules personnels ainsi qu'aux conditions de remboursement forfaitaire des repas.

Il conclut en indiquant que ces mesures visent à sécuriser les procédures et à garantir une meilleure maîtrise des dépenses.

Madame Grondin-Perez évoque la possibilité d'introduire une souplesse lorsque des décalages de dates permettent de réduire significativement le coût des billets d'avion.

Monsieur le DRH reconnaît la pertinence de cette situation.

Monsieur Jaquemet souligne la nécessité de ne pas faire supporter aux agents des frais supplémentaires liés à ces ajustements.

Madame Duboin confirme que, dans certains cas, un séjour légèrement prolongé peut s'avérer globalement moins coûteux.

Monsieur le Président propose d'envisager une possibilité de dérogation sous réserve de justification d'une économie globale pour l'établissement.

Monsieur Payet interroge l'application des règles de signature des ordres de mission.

Monsieur le DRH rappelle l'obligation des validations hiérarchiques préalables.

Monsieur le DAJI précise que les délégations de signature permettent d'adapter la charge de signature en fonction de l'organisation des services.

Monsieur Jaquemet demande des précisions sur la limitation de la durée des missions d'enseignement.

Monsieur le Président indique que cette mesure vise à éviter des missions trop longues et à mieux encadrer l'organisation des interventions.

Monsieur de Louise demande des précisions sur les critères permettant l'accès à une classe de transport supérieure.

Madame la DGS indique que les directeurs de services centraux ne sont pas concernés par cette disposition, sauf lorsqu'ils exercent également des fonctions de direction générale adjointe.

Madame Leveneur-Azemar demande confirmation de la possibilité pour un missionnaire de prolonger son séjour à titre personnel sans prise en charge supplémentaire par l'établissement.

Madame la DGS confirme cette possibilité, sous réserve de l'absence de surcoût pour l'établissement et de l'accord hiérarchique.

Monsieur Payet attire l'attention sur la nécessité d'éviter les dérives constatées par le passé concernant l'allongement des séjours.

Monsieur le Président rappelle que la responsabilité de ces situations relève de l'autorité ayant accordé l'autorisation de mission.

Aucune autre question n'étant formulée, la note est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	0	

Point n°23 : Demandes de subvention

Rapporteur : Monsieur Dani OSMAN, VPRV

Monsieur le VPRV indique que les dossiers présentés ont été examinés lors des commissions recherche des 14 octobre et 27 novembre. Il précise qu'ils concernent au total quatorze projets, portés par plusieurs laboratoires de l'établissement. Il mentionne que ces projets relèvent de différents dispositifs de financement, notamment Horizon Europe, un PEPR, des financements sur fonds propres de la Région ainsi qu'un appel à projets conjoint entre le CNRS et l'Université de La Réunion. Il précise que l'ensemble de ces projets a reçu un avis favorable de la commission recherche. Il attire plus particulièrement l'attention sur un projet de type Teaming, lié au pôle Énergie, d'un montant global d'environ 15 millions d'euros, dont 11 millions demandés à l'Europe, et destiné au financement d'un centre d'excellence en énergie. Il rappelle également que le projet **CRIZOI** avait déjà été évoqué antérieurement devant le conseil d'administration, la phase 2 n'ayant pas encore été présentée à ce stade.

Monsieur Lorion demande des précisions sur les deux projets portés dans le domaine de l'énergie, l'un à hauteur d'environ 5 millions d'euros et l'autre à hauteur de 15 millions d'euros. Il s'interroge sur l'engagement réel de l'université dans ce second projet.

Monsieur le VPRV répond que, dans le montage présenté, l'université n'apporte pas de financement direct au projet Teaming, mais qu'elle y contribue par l'implication de ses chercheurs.

Monsieur Lorion fait observer qu'un projet d'une telle ampleur produira nécessairement des effets sur l'activité de l'université, même en l'absence d'apport financier direct.

Monsieur le Président rappelle que ce projet s'inscrit dans la logique du pôle Énergie, identifié comme l'un des axes structurants du projet d'établissement.

Monsieur le Directeur du pôle Excellence et Rayonnement précise que le premier projet ENERGY-Lab correspond à un projet de type hop-on, pour lequel l'université rejoint un consortium existant. Il indique que le second projet, de type Teaming, est financé par des

crédits européens et d'autres financements complémentaires, sans apport financier direct de l'université, hormis la valorisation du temps de ses chercheurs.

Monsieur Jaquemet s'interroge sur les conséquences à terme de ce projet, notamment en matière de gouvernance, de fonctionnement et de potentiel engagement récurrent de l'université dans une structure de type **GIP**.

Monsieur le VPRV indique que, à ce stade, il s'agit uniquement d'autoriser le dépôt du projet, le modèle économique détaillé devant encore être finalisé dans le cadre de la phase 2. Il précise que les porteurs de projet reviendront devant le conseil d'administration pour présenter cette seconde phase si le dossier est retenu.

Monsieur le Président estime peu probable qu'un engagement nouveau soit introduit ultérieurement sans que cela ait été annoncé dans les instances.

Monsieur le Directeur du pôle Excellence et Rayonnement ajoute que le modèle économique du projet doit justement démontrer sa viabilité et sa capacité à couvrir les coûts de fonctionnement induits.

Madame Leveneur-Azemar demande des précisions sur la notion de préfinancement figurant dans le tableau transmis. Il lui est répondu qu'il s'agit d'une avance de l'organisme financeur, représentant généralement entre 20 et 40 % du financement au démarrage du projet.

Monsieur Praene s'interroge sur l'articulation entre ce projet énergie et la stratégie scientifique propre de l'université. Il exprime une vigilance quant au risque de voir des priorités territoriales ou politiques extérieures influencer sur les orientations de la recherche universitaire, notamment dans le domaine de l'énergie.

Monsieur le Président répond que le pôle Énergie a été identifié comme un axe prioritaire du projet d'établissement et qu'il n'est pas anormal que l'université s'inscrive également dans les dynamiques d'aménagement du territoire, tout en restant attentive à préserver son autonomie scientifique.

Monsieur le VPRV précise que le projet ne vise pas à concentrer l'ensemble de la recherche en énergie dans une seule structure, mais à développer un aspect particulier de cette thématique en articulation avec d'autres acteurs et laboratoires.

Monsieur Lorion demande confirmation du fait que plusieurs laboratoires de l'université, et pas uniquement ENERGY-Lab, sont bien associés à ce projet.

Monsieur le VPRV confirme que PIMENT est également impliqué, en plus d'Energy-Lab, dans la construction du projet.

Monsieur Jaquemet demande ensuite si le vote porte sur l'ensemble des projets en un seul bloc.

Monsieur le Président précise que les échanges ont surtout porté sur la vigilance à avoir quant à la gouvernance d'un des projets, sans remettre en cause globalement les autres demandes de subvention.

Monsieur Lorion s'interroge enfin sur l'articulation entre ce projet et d'autres financements FEDER destinés au bâti ou aux équipements.

Monsieur le Directeur du pôle Excellence et Rayonnement indique que les discussions sont en cours sur la partie foncière et immobilière, qui ne relève pas directement de l'université.

Aucune autre question n'étant formulée, Monsieur le Président propose de procéder au vote.

La proposition est soumise au vote.

Résultats du vote							
Vote		électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					33		
N'ayant pas pris part au vote					0		
Nombre de voix		pour	20	contre	8	abstention(s)	5

Point n°24 : Conventions pour approbation

Rapporteur : Monsieur Dani OSMAN, VPRV

Pour information = non vote

Point n°25 : Rattachement du laboratoire BIOWooEB à l'Ecole doctorale Sciences, Technologies et Santé

Rapporteur : Monsieur Dani OSMAN, VPRV

Monsieur le VPRV rappelle que l'unité de recherche BioWooEB (Biomasse, bois, énergie et bioproduits), rattachée au Cirad, mène des travaux portant sur la valorisation des biomasses végétales en matériaux, énergie et produits biosourcés pour les pays du Sud. Il précise qu'une convention d'accueil existe depuis 2023 entre le Cirad et l'Université de La Réunion afin de formaliser l'accueil d'un chercheur du Cirad, le docteur Patrick Rousset, au sein du laboratoire PIMENT. Dans ce cadre, le docteur Patrick Rousset a demandé que son unité de recherche soit rattachée à l'École doctorale STS, afin de pouvoir encadrer des doctorants dans le cadre de ses projets de recherche. Il indique que le conseil de l'École doctorale a donné en juin 2025 un avis favorable à cette demande, tout comme le CAC.

Madame Duboin indique qu'elle n'est pas favorable à cette demande. Elle estime qu'il s'agit d'un laboratoire extérieur à l'université, qui pourrait, par ce rattachement, participer à la vie de l'école doctorale, présenter des candidats au financement doctoral et ainsi entrer en concurrence avec les laboratoires de l'établissement. Elle souligne également

que la convention transmise lui paraît caduque et s'interroge sur l'intérêt concret pour l'université d'un tel rattachement.

Monsieur le VPRV répond que les doctorants concernés seraient bien inscrits à l'Université de La Réunion et que ce rattachement permettrait d'élargir les possibilités d'accueil en recherche pour les étudiants de l'établissement.

Monsieur Jaquemet précise que le docteur Patrick Rousset est implanté à La Réunion et collabore déjà avec PIMENT, notamment avec des étudiants issus des formations du sud de l'île.

Madame Duboin fait toutefois observer qu'une co-direction de thèse aurait pu suffire sans nécessiter un rattachement du laboratoire à l'école doctorale.

Monsieur le Président rappelle que l'université entretient déjà des liens avec le Cirad et que ce type de rapprochement s'inscrit aussi dans la logique du consortium de recherche avec les organismes nationaux.

Monsieur Praene relève que, si des rapprochements existent déjà sur certaines thématiques scientifiques, le dossier lui paraît insuffisamment argumenté au regard des bénéfices attendus. Il estime que l'urgence du rattachement n'apparaît pas clairement.

Monsieur le VPRV rappelle que la demande a déjà été examinée par les instances compétentes et validée très largement par le CAC, et que le conseil d'administration est désormais appelé à se prononcer.

Aucune autre question n'étant formulée, Monsieur le Président propose de procéder au vote.

Résultats du vote							
Vote	électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	15	contre	12	abstention(s)	6	

Point n°26 : Charte et convention des chercheurs associés

Rapporteur : Monsieur Dani OSMAN, VPRV

Monsieur le VPRV indique que cette charte a fait l'objet d'un travail engagé depuis près d'un an en commission recherche, à la demande des laboratoires, afin de clarifier le statut de **chercheur associé** et d'harmoniser les pratiques d'accueil au sein des unités de

recherche de l'université. Il précise que ce statut peut concerner des enseignants-chercheurs ou chercheurs rattachés à d'autres établissements, des personnalités scientifiques extérieures, d'anciens doctorants, ainsi que des enseignants-chercheurs émérites ou retraités ayant appartenu à une unité de recherche de l'université.

Monsieur le Président souligne que cette démarche répond à un besoin de cadrage, les pratiques étant jusqu'alors très disparates selon les laboratoires.

Madame Duboin rappelle que l'HCÉRES avait déjà demandé à l'établissement de disposer d'une liste de chercheurs associés formalisée par convention.

Monsieur Jaquemet s'interroge sur la durée prévue pour ces conventions, fixée à deux ans renouvelables, et demande s'il existe une limite au nombre de renouvellements.

Monsieur le VPRV indique que le renouvellement restera soumis à l'avis des instances de l'unité de recherche, ce qui permettra de vérifier l'intérêt du maintien du rattachement.

Madame Iacobelli demande si ce statut pourrait concerner des praticiens hospitaliers préparant une HDR ou un post-doctorat.

Monsieur le Président reformule la question en précisant qu'il s'agirait d'un professionnel hospitalier souhaitant être rattaché à un laboratoire sans relever encore d'un statut universitaire classique.

Monsieur le VPRV précise que la situation des professeurs associés relève d'un cadre spécifique, distinct de cette charte.

Madame Duboin suggère qu'une durée maximale plus longue aurait pu être envisagée, afin d'éviter une multiplication des démarches administratives.

Monsieur le VPRV estime au contraire qu'un renouvellement périodique est utile afin d'évaluer régulièrement la pertinence du rattachement.

Monsieur Payet souligne que ce document permettra également de clarifier la situation d'anciens enseignants ou chercheurs qui continuent à se déclarer rattachés à des laboratoires de l'université sans qu'aucune trace formelle n'existe.

En l'absence d'autres observations, Monsieur le Président propose de procéder au vote.

Résultats du vote							
Vote		électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix							
	pour	31	contre	1	abstention(s)	1	

Monsieur le Président annonce la fin des points A et annonce que les points B font l'objet d'un vote groupé comme décidé en bureau.

Point n°27 : Projet d'expérimentation "Campus zéro non-recours"

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU présente le projet d'expérimentation Campus zéro non-recours, qui se déploiera de janvier 2026 à décembre 2027. Il indique que l'Université de La Réunion a été retenue, avec sept autres universités, dans le cadre d'un appel à projets de la DGESIP portant sur l'amélioration de l'accès aux droits des étudiants. Il précise que l'expérimentation concernera prioritairement les campus de Terre-Sainte et du Tampon, qu'elle bénéficiera d'un financement permettant le recrutement d'un chef de projet, et qu'elle s'appuiera sur plusieurs partenaires extérieurs.

Point n°28 : Kampus Kouler Tour sur le Campus du Tampon

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU présente ensuite le projet Kampus Kouler Tour, prévu au Tampon le 17 février, dans le prolongement de l'événement organisé précédemment au Moufia. Il précise qu'une enveloppe maximale de 50 000 euros de CVEC est mobilisée à cette fin.

Madame Grondin-Perez suggère de diversifier les formes de manifestations étudiantes en tenant compte de la pluralité des cultures du territoire.

Monsieur le VPFVU rappelle que, au-delà de la dimension festive, ces événements associent également plusieurs services universitaires.

Monsieur le Président invite les représentants étudiants à faire remonter de nouvelles propositions d'actions.

Point n°29 : Capacités d'accueil MMOPK 2026-2027

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU indique qu'il s'agit d'une régularisation formelle. Les capacités d'accueil déjà votées concernaient bien l'année universitaire **2026-2027**, mais l'intitulé de la précédente délibération mentionnait par erreur l'année **2025-2026**.

Point n°30 : Critères d'examen des vœux et capacités d'accueil pour l'admission au diplôme national de Master 2026 2027

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU indique que les capacités d'accueil en master sont globalement reconduites, avec quelques ajustements à la marge selon les formations. Il précise que les responsables de master ont également été amenés à préciser les critères d'examen des candidatures dans le cadre de la campagne Mon Master.

Point n°31 : Règlement d'admission en 1er cycle

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU présente le règlement d'admission en premier cycle, établi en lien avec le rectorat, sans observation particulière.

Point n°32 : Critères généraux d'examen des vœux PARCOURSUP et Capacités d'accueil à la première année des formations post-bac 2026-2027

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU présente les principales évolutions :

- L'ouverture de la licence professorat des écoles à l'INSPE, avec deux groupes de 35 étudiants ;
- L'ouverture de la première année d'orthophonie, avec un contingent de 18 étudiants ;
- La réduction des capacités du CPESIP, ramenées de 200 à 140 étudiants ;
- Une réorganisation de l'accès santé, avec la concentration du PASS sur les disciplines scientifiques et le maintien d'une seule LAS en STAPS.

Madame Leveneur-Azemar relève une formulation imprécise dans le tableau concernant l'orthophonie, le terme « capacité » pouvant prêter à confusion

Point n°33 : Règlement d'exonération des droits d'inscriptions 2026-2027

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU indique qu'il s'agit de la reconduction du dispositif encadrant les exonérations de droits d'inscription, notamment pour les étudiants étrangers, dans la limite des plafonds autorisés.

Point n°34 : Calendrier d'admission 2026-2027 (DFTLV et DEPF)

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU présente le calendrier d'admission pour la DFTLV et la DEPF, sans observation particulière.

Point n°35 : Calendriers pédagogiques 2025-2026 (UFR SANTÉ)

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU indique que ce point concerne un diplôme universitaire relevant de l'UFR Santé entrant en vigueur dès l'année civile 2026.

Point n°36 : Demandes de subvention validées à la CR du 12/06/2025 et au CA du 08/07/2025 (erreur matérielle sur le montant du projet ZOOTROPIC)

Rapporteur : Monsieur Dani OSMAN, VPRV

Monsieur le VPRV précise qu'il s'agit d'une simple régularisation matérielle concernant le montant du projet Zootropique, une erreur de report ayant été identifiée dans l'une des colonnes du tableau transmis.

En l'absence d'autres observations, Monsieur le Président propose de soumettre l'ensemble **des points n°27 à 36** à un vote global.

Résultats du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	32	contre	0	abstention(s)	0

Point n°24 et point n 37: Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information

Rapporteur : Monsieur Davy LILA-HELMER, DAJI

Monsieur le DAJI présente les conventions conclues au titre de la période considérée. Il indique que 69 conventions relèvent du champ de la formation, 9 conventions du champ hors formation, auxquelles s'ajoutent plusieurs conventions de recherche.

Monsieur le Président rappelle que ces conventions sont présentées à titre d'information, dès lors qu'elles ne dépassent pas le seuil nécessitant une délibération du conseil d'administration.

Monsieur le VPRV précise que, pour la recherche, une grande partie des conventions concernent des conventions d'application de projets FEDER déjà approuvés antérieurement par le conseil d'administration.

Aucune question n'est formulée.

Point n°38 : Grille tarifaire pour la préinscription au diplôme de capacité en orthophonie

Rapporteur : Monsieur Laurent DIDIER, VPFVU

Monsieur le VPFVU indique qu'il s'agit d'un point d'information, la tarification étant fixée par un arrêté ministériel du 15 mai 2020, qui prévoit un montant de 80 euros pour la préinscription, avec exonération pour les étudiants boursiers.

Point n°39 : Questions diverses

En l'absence de questions diverses, **Monsieur Payet** signale en fin de séance la nomination du nouveau vice-président étudiant, qui n'avait pas encore été présentée en conseil d'administration.

Monsieur le Président invite alors Monsieur Rayan Remtoula à se présenter brièvement.

Après cette présentation, Monsieur le Président rappelle les attentes liées à cette fonction.

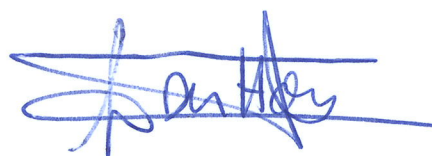
L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie les participants en leur donnant rendez-vous au prochain CA. La séance est clôturée à 17h38.

Le Président de séance,



Pr. Jean-François HOARAU

La secrétaire de séance



Ketty DERHOUA